

inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la tornade qui s'est abattue le 21 juillet 1950 sur les différentes localités de la région de Cambrai ; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 10718. — Le 20 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires à l'approvisionnement des foyers en charbon domestique, n° 12274.

Interventions :

Son rapport au nom du 9^e bureau sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription) [25 novembre 1946] (p. 32). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) : Etat A, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION : Chap. 601 : *Son amendement tendant à réduire à titre indicatif les crédits pour imprimés nécessaires aux mesures de restrictions (marché de la viande)* [12 juin 1937] (p. 2038). — Est entendue pour un fait personnel (*gifle donnée à M. Bessac*) [24 juin 1948] (p. 3937). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification d'autorisations d'engagement de dépenses pour 1948 (Investissements) : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6379, 6380) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6630) ; — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête et ses observations sur la misère des familles et des enfants des grévistes* [23 novembre 1949] (p. 7164, 7165). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débats sur la suppression du ravitaillement*) [8 mars 1949] (p. 1340). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 30 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des dispositions favorables à la productivité des entreprises* [2 juin 1949] (p. 3076) ; —

du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 5 : *Amendement de Mme Ginollin tendant à augmenter de 50 milliards les crédits pour les habitations à bon marché* [28 décembre 1949] (p. 7489) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, RADIODIFFUSION ; Chap. 1000 : *Partialité de la radio d'Etat* [9 avril 1951] (p. 2975, 2976) ; Chap. 1090 : *Emissions publicitaires à la radio* [10 avril 1951] (p. 3000, 3001) ; Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour dépenses d'entretien (habillement du personnel)* (p. 3005) ; Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le service social (revendications de salaires)* (p. 3030) ; P.T.T. ; Chap. 1280 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour pension de retraite du personnel (validation des services des jeunes acteurs)* [2 mai 1951] (p. 4474) ; le retire (p. 4475).

GALLET (M. Henri), Député de la Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiantes en Algérie [4 février 1947] (p. 148) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [12 juin 1950] (p. 4599). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [22 mars 1947] (p. 1019), [26 janvier 1947] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 14 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur

le projet de loi portant modification de la loi n° 46-446 du 18 mars 1946 tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes de divorce, n° 946. — Le 26 mars 1947, un avis au nom de la Commission de la Justice et de législation sur la proposition de loi de M. Garet tendant à modifier et compléter l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre, n° 1059. — Le 18 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification de la loi n° 46-446 du 18 mars 1946 tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes de divorce, n° 2074. — Le 25 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Chautard tendant à suspendre les délais de procédure du 17 novembre 1947 au 11 décembre 1947, n° 3561. — Le 2 juin 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. — Le projet de loi tendant à modifier l'article 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; II. — La proposition de loi de M. Chautard relative à la répression des contraventions commises par les mineurs de 18 ans, n° 4416. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à relever de la forclusion les personnes victimes des événements qui se sont déroulés du 17 novembre 1947 au 15 décembre 1947, n° 5031. — Le 30 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 et d'interdire que, désormais, soit prononcée la contrainte par corps contre des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite, n° 5109. — Le 4 août 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à permettre de conférer, en cas d'adoption, un prénom supplémentaire à

l'adopté ; 2° de MM. Bernard Lafay et Teysandier, conseillers de la République, tendant à faciliter le changement du nom patronymique et des prénoms de l'adopté dans le cas de légitimation adoptive, n° 5152. — Le 4 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger, n° 8309. — Le 28 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier la quotité disponible entre époux, n° 9811. — Le 29 juin 1950, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1° le projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et instituant des licences dites « licences obligatoires » ; 2° la proposition de loi de M. Armengaud, sénateur, instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention, n° 10486. — Le 16 novembre 1950, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, n° 11294. — Le 5 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 10623) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4184) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger, n° 11865. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à supprimer la publicité des débats judiciaires en matière de poursuites pour avortements, n° 12379. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi (n° 3170) modifiant l'article 302 du Code pénal ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2839) tendant à rétablir la légalité républicaine en ce qui concerne la répression de l'infanticide ; 2° de M. Charles Schauflier et plusieurs de ses collègues (n° 9709) tendant à l'aggravation des peines infligées en vertu de l'article 312 du Code pénal aux auteurs de coups et blessures sur des enfants ; 3° de Mme Degron et plu-

sieurs de ses collègues (n° 9830) tendant à renforcer les peines prévues par l'article 312 du Code pénal contre les bourreaux d'enfants; 4° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 9932) tendant à prévenir et à réprimer les délits et les crimes commis sur des enfants; 5° de M. Léo Hamon, sénateur (n° 9765) tendant à aggraver les pénalités prévues à l'article 312 du Code pénal, n° **13043**. — Le 16 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 12432) de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père, n° **13270**. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 11355) de M. Dominjon tendant à compléter l'article 344 du Code civil sur l'adoption, n° **13272**. — Le 16 mai 1951, un rapport fait au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 12379) de M. Gallet tendant à supprimer la publicité des débats judiciaires, en matière de poursuites pour avortements, n° **13273**.

Interventions :

Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure tendant à fixer certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 6 : *Amendement de M. Citerne tendant à modifier les troisième et quatrième alinéas et à supprimer le cinquième* [29 juillet 1947] (p. 3668). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers; Art. 6 : *Son amendement relatif aux ouvriers dont le titre d'occupation est accessoire du contrat de travail* [2 mars 1948] (p. 1236, 1237); Art. 44 bis : *Son amendement relatif à l'application des amendes civiles* [4 juin 1948] (p. 3212); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'enfance délinquante, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 juin 1948] (p. 3270); Art. 2 : *Son amendement tendant à transférer certains pouvoirs discrétionnaires du juge des enfants au tribunal* (p. 3273); *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question relative à l'accès des candidats mariés au concours de Rome [25 juin 1948] (p. 3986). — Prend part à la discussion : du projet de loi

relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre les incompatibilités à la fonction de « représentant »* [20 août 1948] (p. 6035); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6037, 6038); — d'un projet de loi relatif aux établissements privés pour mineurs déficients, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1950] (p. 1551, 1552); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 1^{er} : *Son sous-amendement relatif à l'étendue du droit de préemption au profit des membres de la famille de l'exploitant* [8 décembre 1950] (p. 8815, 8816); *Son rappel au règlement* [15 décembre 1950] (p. 9135); *Son sous-amendement tendant à conserver le droit de préemption au preneur s'il est parent du cédant* (p. 9140); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur le scandale du vol des bijoux de la Béguin et le rôle de la police judiciaire* [6 février 1951] (p. 791, 792, 793); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Sanctions à prendre contre des fonctionnaires de la P. J.)* (p. 810); Chap. 1090 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Administration préfectorale (Attitude du préfet Holveck)* (p. 813); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas diminuer la part d'un métayer pendant le bail en cours* [6 avril 1951] (p. 2820); — du projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs déficients, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mai 1951] (p. 5622); *Proposition de reporter le débat à plus tard, présentée par Mme Lempereur* (p. 5623); Art. 2 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à supprimer l'interdiction absolue d'exercer dans ces établissements pour les condamnés de droit commun* (p. 5625); Art. 3 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir appel aux décisions des commissions départementales devant le Conseil supérieur de l'entraide sociale* (p. 5626); Art. 13 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à supprimer le dernier alinéa permettant de continuer à exercer à des personnes n'ayant pas les conditions de moralité exigées* (p. 5628); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5630).